

CONTRE LES FÉMINICIDES, LE MACHISME ASSASSIN,

MAIS AUSSI CONTRE LE CAPITALISME ET L'IMPÉRIALISME QUI LES ENCOURAGENT !

Le samedi 23 novembre, nous sommes nombreux, femmes et hommes, à marcher pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles contre les femmes. Mais aussi pour exprimer l'horreur que suscitent les meurtres de quelque 150 femmes en France pendant l'année 2019, des meurtres commis principalement par des pères, des maris, des « amants », des « compagnons », des « frères ».

Les femmes qui manifestent disent haut et fort qu'elles veulent vivre librement, sans injures ni menaces, sans persécution, sans attouchements ni agressions, sans viols, sans blessures, sans exploitation de leurs corps, sans mutilations, sans meurtres. Elles exigent de pouvoir évoluer dans un environnement sûr et respectueux, dans l'espace public, au travail ou à la maison.

Nous marchons pour montrer notre nombre, notre force et notre détermination contre ce système inégalitaire et violent. Nous marchons contre les violences sexistes, sexuelles, institutionnelles, policières, racistes, médicales, économiques, et toutes les autres formes de violence infligée aux femmes.

Les violences conjugales, un problème privé ?

Depuis quelques années, les femmes se lèvent pour dire : « Ces crimes, ces horreurs, ces violences, ça suffit ! » Il était temps ! Mais cela suffit-il de dénoncer des violences dites privées, voire de prendre des mesures réparatrices spécifiques, pour résoudre le problème ? Les violences conjugales sont-elles vraiment un problème privé ? Les limiter à cela serait se faire prendre dans un piège : **les effets de la violence se manifestent dans la sphère privée, mais le processus qui y conduit est intrinsèquement politique et social.** Or c'est précisément dans ce piège que le gouvernement Macron et Marlène Schiappa veulent nous faire tomber : ils veulent que nous ne nous en prenions qu'aux conséquences privées des violences, donc qu'aux individus violents. Il faut refuser cette illusion et remonter aux causes. **Pas question pour nous de taire les processus sociaux cachés, mais massifs, qui nourrissent ces violences.**

Les violences privées, les coups, les brutalités allant parfois jusqu'à la mort sont un aspect de la violence sociale imposée par la dictature du capital, laquelle ne fait que relayer au service du tout-profit la violence économique et politique des sociétés de classes qui ont précédé le capitalisme et qui continuent de l'accompagner (cf. l'alliance des États-Unis avec le régime féodal saoudien ou celle de l'UE avec le régime grossièrement clérical, anticommuniste et machiste de Varsovie). Affirmer cela ne vise absolument pas à diluer la responsabilité des violents, des brutaux, des assassins en puissance, ni à les protéger, et moins encore de « couvrir » les agissements de ces policiers brutaux que toute leur inculture pousse à minimiser les plaintes déposées par les femmes battues entre deux matraquages de Gilets jaunes.

Une exaltation permanente de la brutalité

Outre l'extrême violence de l'exploitation et de l'oppression capitaliste contre la classe ouvrière des deux sexes, la société produite par la domination absolue du capital exalte la brutalité et la violence, les rapports de forces, le passage à l'acte. Les films produits par Hollywood ne mettent-ils pas régulièrement en scène un héros solitaire armé qui n'hésite pas à faire justice sans en référer à quiconque ? Voilà le modèle de société – la société étasunienne dont l'impérialisme sanglant impose ses guerres incessantes – qu'on nous invite à prendre pour exemplaire. Ensuite, comment s'étonner que certains hommes se croient autorisés à faire justice tout seuls en tabassant leur compagne puisque seuls compte la loi du plus fort et du « winner »...

Une prescription pour de futurs féminicides

Et voilà Macron qui annonce hypocritement que l'égalité entre les hommes et les femmes est « la grande cause du quinquennat » ! Et Marlène Schiappa, sa servile « chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations », d'affirmer mettre sur pied un « Grenelle des violences conjugales ». Or **toutes les mesures gouvernementales prises depuis le début du régime Macron ressemblent à s'y méprendre à une augmentation programmée des futurs « féminicides ».**

C'est le cas de la réduction du nombre des postes de fonctionnaires, annoncée par Macron au début de son mandat et prévoyant la suppression de 15.000 postes, dont on peut estimer que la moitié concerne les femmes. Soit 7.500 femmes qui ne seront plus protégées par le statut des fonctionnaires garantissant

l'égalité homme/femme pour les rémunérations et les promotions. Chaque fois qu'on supprime des postes de fonctionnaires, on accroît les inégalités, on met plus de femmes dans des situations de précarité, on les appauvrit, on les rend plus dépendantes de leur conjoint brutal, dans l'impossibilité de leur échapper en allant habiter ailleurs, vu aussi la cherté et la rareté des logements disponibles. Il en va de même en tout domaine : quand, sur ordre de l'UE, Macron détruit le statut de la fonction publique, le Code du travail, les retraites par répartition, les conventions collectives de branche du privé, la Sécu, ce sont, et de loin, les femmes salariées ou désirant l'être qui paient la plus grosse part de la facture. Les Gilets jaunes ne s'y sont pas trompés : ils regroupent de nombreuses femmes victimes de ces inégalités.

Chaque accroissement de la précarité accroît nécessairement la dépendance économique des femmes et rend plus difficile de briser l'« emprise » que certains exercent à l'abri de leur relative puissance économique. Ne parlons pas de la loi El Khomri aggravée par Macron et Muriel Pénicaud, qui permet de fait tous les dérapages en matière de harcèlement puisque désormais, tout employeur procédant à un licenciement abusif sait qu'il n'aura qu'une somme-plafond modique à payer pour être « en règle »...

La suppression des postes de fonctionnaires égale aussi réduction des services publics, fermetures de crèches et jardins d'enfants, mesures chicanières sur les droits au chômage des assistantes maternelles – qui pourraient quitter un métier ne permettant pas de vivre. On sait que l'augmentation des frais de garde d'enfants contraignent les mères à renoncer à travailler, ce qui augmente mécaniquement la pauvreté des enfants et de leurs mères. Tout cela sans parler des inégalités de salaire dans le privé entre les hommes et les femmes, une inégalité si fortement ancrée que les salaires des hommes comme des femmes sont bas dans les professions féminisées : les nettoyeurs et nettoyeuses, les professionnels de la santé, mais aussi les enseignantes et enseignants, etc. À quoi s'ajoutent le travail à temps partiel contraint qui ne permet pas de vivre, les horaires hachés en plus d'être réduits qu'imposent les grandes surfaces – qui en outre surveillent étroitement et répriment les velléités de syndicalisation... et l'inévitable « droit de cuissage » que s'attribuent certains patrons et petits chefs quand ils licencient « à la tête de la cliente », des licenciements rendus plus aisés par la casse du Code du travail.

Enfin, « cerise sur le gâteau », la réforme visant à introduire la retraite à points, contre laquelle une grève générale est annoncée pour le 5 décembre prochain.

Toutes et tous ensemble en même temps

Il ne s'agit pas de diluer le mouvement des femmes dans le mouvement social. Il s'agit de le faire confluier avec lui en conservant ses spécificités, sans oublier que, chaque fois que le monde du travail a tapé sur la table « tous ensemble en même temps », 1936, 1945 (grandes conquêtes de la Résistance antifasciste, où les femmes – notamment communistes – furent très actives), 1968, toutes les luttes pour l'émancipation, y compris pour l'émancipation féminine, ont fait un pas de géant. Alors qu'au contraire, quand le capital a gagné sur le plan mondial ou sur le plan national, les conquêtes féminines ont régressé.

Aujourd'hui, toutes les mesures prises par le gouvernement privent les femmes de protection et de moyens de se défendre.

Donc tous ensemble, en même temps, avec nos différences et à égalité !

R.D.A. ANNEXÉE :

les femmes salariées grandes perdantes !

A l'époque où existait une Allemagne socialiste, 90% des femmes étaient salariées grâce à l'existence de crèches, voire de laveries d'entreprises dont la fonction était de socialiser les corvées domestiques.

L'ainsi-dite « réunification » s'est traduite par la privatisation de l'économie, par la fermeture massive des industries travaillant pour le monde socialiste et par la suppression instantanée des crèches qui, bien sûr, plombaient le profit des nouveaux actionnaires venus de l'Ouest. *Résultat* : effondrement de l'emploi féminin, paupérisation et exode de la population jeune. Comme en RFA où, sous l'égide des « chrétiens-démocrates », prévaut insidieusement le principe des « Drei K » (*Kinder, Küche, Kirche*, enfants, cuisine, église !), l'emploi féminin a massivement régressé en ex-RDA. Reconstituée dans les conditions difficiles de la guerre froide, la RDA n'était sûrement pas un paradis, mais à l'heure où l'anticommunisme écrase l'Europe de ses slogans mensongers, comment ne pas constater que la « réunification » n'a été qu'une annexion-colonisation de l'Est socialiste par l'Ouest capitaliste dont les femmes ont été les grandes perdantes ?

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux